



La Commune



Pour un référendum communal

Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville

Nous publions ci-dessous le tract de rentrée du CCSA qui lance une campagne en faveur d'un référendum sur le projet de démolition de 543 logements HLM que prépare la municipalité d'Alfortville depuis plusieurs années. Ce projet s'inscrit dans le cadre des "démolitions-reconstructions" issues du plan Borloo mis au point en 2004 dans une logique toujours plus poussée de casse du logement social et d'aggravation de la crise du logement. Un collectif "anti-démolitions" constitué dans la région parisienne, auquel le CCSA est partie prenante ne cesse de dénoncer les procédés consistant à démolir, dans le but inavoué de ne pas reloger une partie des locataires et d'augmenter les loyers.

Depuis 2004, notre porte-parole Daniel Petri n'a eu de cesse d'alerter la population sur les projets de démolition de plusieurs centaines de logements HLM à Alfortville, en particulier dans le quartier Alouettes-Jardins. Conseiller municipal, Daniel Petri a interpellé le Maire et le conseil municipal sur ces projets à maintes reprises, dès le mois de février 2005. Opposé à toute démolition de HLM, Daniel Petri a demandé que le projet de démolition-reconstruction déposé par la ville aux services de l'Etat soit rendu public, pour que tous les citoyens puissent se forger leur propre opinion.

Avant les élections municipales, la municipalité n'a donné aucune réponse claire à nos inquiétudes. Quels sont les immeubles "ciblés" par ce projet de démolition ? Où iront les habitants concernés pendant la durée des travaux ? Et, après ? Seront-ils relogés à Alfortville ? Et les loyers et charges, augmenteront-ils ? Qu'advient-il des familles mal-logées qui croupissent dans les hôtels meublés et dans la zone délabrée des bords de Marne ?

Nous avons été accusés de propager de fausses rumeurs à propos de ce projet de démolition de 543 logements HLM et de faire de bien mauvaises polémiques sur ce sujet sensible. Mais, tout ce que nous disons depuis quatre ans se confirme, maintenant que les élections municipales sont passées.

Au conseil municipal réuni le 13 avril dernier, la municipalité a confirmé qu'une opération dite de "renouvellement urbain" est lancée dans les quartiers du sud de la ville : alouettes - barres "Etienne Dolet", Ilot St Pierre, Grand ensemble. Fin mai de cette année, des habitants de ces quartiers ont reçu un courrier de l'OHSA annonçant un programme de réhabilitation de 1216 logements dans ces secteurs et les avertissant que chaque logement sera visité par des techniciens pour pouvoir établir un "diagnostic technique" dès la rentrée.

Pendant ce temps là, les logements se dégradent, l'OHSA refuse de faire les réparations nécessaires dans les appartements, en particulier les infiltrations d'eau et les problèmes d'humidité, de chauffage, qui ne font qu'empirer.

Notre point de vue est clair, net et précis : OUI aux rénovations nécessaires sans hausse de loyers et charges, NON aux démolitions de HLM particulièrement irresponsables lorsque la crise du logement fait rage.

En outre, toutes les opérations de démolitions de HLM dans les villes se sont soldées par moins de logements sociaux reconstruits.

La diminution du pourcentage de logements sociaux à Alfortville est déjà en train de s'opérer :

22 avril 1999 : 49% de logements sociaux - Source : Le Parisien

26 nov. 2004 : "presque 45%" - Source : courrier de M. le Député-Maire à D. Petri

Mars 2006 : 43,40% - Source : BMO

17 juin 2008 : "plus de 40%" - Source : courrier M. le Député-Maire à F. Carrasquedo Petri

Nous avons donc perdu 8% de logements sociaux en moins de 10 ans. 8%, cela équivaut à une bonne centaine de logements ! De quoi mettre à l'abri les familles de l'ilot insalubre des bords de Marne, par exemple, dont les enfants sont exposés au saturnisme, aux bronchiolites, au monoxyde de carbone !

En tout état de cause, devant un projet de cette envergure et de cette ampleur, il nous paraît important que la population puisse décider, Il s'agit de l'avenir des habitants menacés de démolition

- Il s'agit de l'avenir des habitants mal-logés et des 1800 demandeurs de logement

- Il s'agit de l'avenir du logement social dans une ville proche de Paris et bien desservie par les transports en commun

Voilà pourquoi, nous demandons que le Maire organise un RÉFÉRENDUM COMMUNAL POUR OU CONTRE LES DÉMOLITIONS, ainsi que la loi le permet (voir articles L-2142-1 et L-2142-3 du Code des Collectivités Territoriales.)

Si 20% des électeurs inscrits demandent ce référendum, il devra automatiquement se tenir.

S'il y a référendum, la municipalité devra publier l'ensemble de son projet, dans tous les détails et le faire parvenir à tous les

habitants pour que tout un chacun puisse juger sur pièce.

Nous invitons donc tous les habitants, tous les électeurs, quelle que soit leur opinion sur ce projet de démolition à signer l'appel que nous lançons pour un référendum communal"

Modifié le lundi 15 septembre 2008

Voir aussi dans la catégorie CCSA Alfortville



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Saliariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN VOIE DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
